

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3118

27 octobre 2014

SOMMAIRE

1798 Consumer Equity Long/Short Fund	149648	M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. .	149663
45 Orfeo S.A.	149663	Mooncare S.A.	149619
AC Yosh Sàrl	149629	NAPL S.à r.l.	149619
Applied Luxembourg, S.à r.l.	149620	Nettoyage de Vitres Eko S.à r.l.	149662
Armorial Heritage Luxembourg S.à r.l. .	149620	Portman Square Luxembourg S.à r.l. ...	149663
Arrivalstar S.A.	149626	PRC Impex S.à r.l.	149619
Athena Sicav	149622	Saint Georges Finances S.A., S.P.F.	149620
ATMV	149623	San Martin Participations	149620
Atollex SPF S.A.	149623	Sequoia S.A. - SPF	149664
Atreyu S.C.A.	149626	Smart Engine International S.A.	149619
AVC Investments S.A.	149626	SOLREI the rings s.à r.l.	149662
Bagels	149625	Sopaluxe S.A.	149618
BB & MT SA	149625	SRE Consulting S.A.	149618
BCF I Global S.à r.l.	149626	STAR Private Equity Opportunities S.A.	
Bdstechno S.à r.l.	149623	SICAV-SIF	149622
Bdstechno S.à r.l.	149625	Stephens & Sons S.A.	149622
Beaubourg Participations, S.A.	149625	Stern Partners S.à r.l.	149635
Bonnier World S.à r.l.	149624	Style & Feeling	149621
Bonvent S.A.	149624	Systemat Belux S.A.	149621
Brain Fruit S.A.	149624	Techlux SC	149618
Bulot S.A. SPF	149624	Techne International S. à r.l.	149622
Cypress Way European Asset Investors II		Treveria Thirty-Three S.à r.l.	149634
S.à r.l.	149628	Treveria Twenty-Nine S.à r.l.	149621
Ecoconcept Energy S.à r.l.	149662	UCF Holding S.à r.l.	149619
Ecoprompt S.A.	149664	Universal Wind S.à r.l.	149621
Elbe Properties S.à r.l.	149663	Venthône S.A.	149618
International Campus Hannover S.à r.l.		Venti S.A.	149618
.....	149661	Weser Properties S.à r.l.	149662
Lehman Brothers Helsinki Holdings S.à r.l.		Y. Vyncke & Cie	149664
.....	149627		

Sopaluxe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 139.907.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014147758/10.

(140167972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

SRE Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 132.738.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014147763/10.

(140167960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Venti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 150.635.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Venti S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014147813/11.

(140168481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Techlux SC, Société Civile.

Siège social: L-9711 Clervaux, 82, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg E 4.822.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions de l'assemblée du 15 septembre 2014

L'assemblée générale décide la dissolution de la société civile et prononce sa clôture de liquidation volontaire.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014147791/11.

(140168172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Venthône S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 12, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 87.453.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Philippe Arets

L'administrateur-délégué

Référence de publication: 2014147820/12.

(140167631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Mooncare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 74.881.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014147584/10.

(140167807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

NAPL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3858 Schifflange, 18, rue Denis Netgen.
R.C.S. Luxembourg B 182.644.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014147596/10.

(140167808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

UCF Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 104.378.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UCF Holding S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014147803/11.

(140167504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Smart Engine International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 175.532.

Il est porté à la connaissance de Registre de Commerce et des Sociétés que l'adresse de Monsieur Christian BACHER est désormais située au 91 Altmannsdorfer Strasse, A-1120 Vienna, Austria.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Septembre 2014.

Référence de publication: 2014148392/11.

(140168933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

PRC Impex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8094 Bertrange, 61, rue de Strassen.
R.C.S. Luxembourg B 125.224.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Philippe Capocci

Le gérant

Référence de publication: 2014147657/12.

(140167628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Applied Luxembourg, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 167.093.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 septembre 2014.
Référence de publication: 2014145308/10.
(140165395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Armorial Heritage Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 150.787.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 septembre 2014.
Référence de publication: 2014145349/10.
(140165516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Saint Georges Finances S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 57.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014148401/13.
(140169020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

San Martin Participations, Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 94.487.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire tenue le 24 juin 2014

Résolutions

Toutes les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:
L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats de:
- Monsieur Dominique SAN MARTIN, administrateur de sociétés, demeurant à F-94170 Le Perreux sur Marne, 15 bis, avenue du Château aux postes d'administrateur et d'administrateur-délégué;
- Monsieur Pascal HENNUY, employé privé, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy au poste d'administrateur;
- Monsieur François DIFFERDANGE, employé privé, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy au poste d'administrateur;
- la société JAWER CONSULTING S.A., ayant son siège social à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy au poste de Commissaire aux Comptes.

Les mandats ainsi attribués viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale à tenir en 2020.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014148402/21.

(140168604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Style & Feeling, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 9, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 140.102.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 23 septembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014147769/10.

(140167825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Systemat Belux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4702 Pétange, 24, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 157.724.

Les comptes consolidés au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2014.

Référence de publication: 2014147725/10.

(140168166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Universal Wind S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 72.618.

EXTRAIT

En date du 19 septembre 2014, l'associé unique a adopté les résolutions suivantes:

- Asa Ahlund, démissionne de sa fonction de gérant de la société avec effet au 31 août 2014.

- Peter Lundin, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg est nommé nouveau gérant de la société avec effet au 1^{er} septembre 2014 pour une durée illimitée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147801/14.

(140168005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Treveria Twenty-Nine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 125.666.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 19 septembre 2014 que:

- Les démissions de Monsieur Luc GERONDAL, et de Monsieur Olivier LIEGEOIS, gérants de la Société, avec effet au 31 août 2014, ont été acceptées;

- Les personnes suivantes ont été nommées en tant que gérants, avec effet au 31 août 2014 et ce pour une durée indéterminée:

* (i) Monsieur Jérôme TIBESAR, né le 21 mars 1979 à Messancy, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg;

* (ii) Monsieur Bruno BEERNAERTS, né le 4 novembre 1963 à Ixelles, Belgique, résidant au 162, rue de Reckenthal, L-2410 Strassen;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Référence de publication: 2014146434/20.

(140166732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Stephens & Sons S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 98.466.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014147768/10.

(140167804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Techne International S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Scheleck 2.

R.C.S. Luxembourg B 136.208.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Techne International S.à.r.l.

Référence de publication: 2014147774/10.

(140168135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

STAR Private Equity Opportunities S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 163.835.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'Assemblée Générale Ordinaire le 25 juin 2014.

En date du 25 juin 2014, le l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé de reconduire le mandat d'administrateur de Monsieur Ralph Erhard de la société STAR Private Equity Opportunities S.A, SICAV SIF jusqu'à la prochaine assemblée ordinaire des actionnaires en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014147766/13.

(140168368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Athena Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 47.027.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 24 septembre 2014.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 24 septembre 2014 que:

L'assemblée a décidé de nommer aux fonctions d'administrateurs

Monsieur Jacques Delen, demeurant professionnellement à B - 2020 Antwerpen, J. Van Rijswijklaan, 184

Monsieur Christian Callens, demeurant professionnellement à B - 2020 Antwerpen, J. Van Rijswijklaan, 184

Monsieur Thierry Maertens de Noordhout, demeurant professionnellement à B - 4053 Chaudfontaine, rue de Sélys,
64

Monsieur Philippe Havaux, demeurant professionnellement à L - 1150 Luxembourg, route d'Arlon, 287

Monsieur Serge Cammaert, demeurant professionnellement à L - 1150 Luxembourg, route d'Arlon, 287

L'assemblée a décidé de renommer comme réviseur d'entreprises la société Deloitte Audit S.à.r.l , ayant son siège social à L - 2220 Luxembourg, rue de Neudorf, 560

Les mandats des administrateurs et du réviseur prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Pour copie certifiée conforme

Référence de publication: 2014148585/21.

(140169940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Atollex SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 12.511.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 6 août 2014

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Renaud LEONARD de son mandat d'Administrateur avec effet immédiat.

- Monsieur Hesam SALAMEH, employé privé, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, né le 22 mai 1988 à Virton en Belgique, de nationalité Belge, avec effet immédiat, en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Renaud LEONARD, démissionnaire. Le mandat de Monsieur Hesam SALAMEH viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Certifié sincère et conforme

ATOLLEX SPF, S.A.

K. FOURNARI / Christian FRANCOIS

Administrateur / Administrateur et Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014148591/17.

(140170004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Bdstechno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1950 Luxembourg, 16, rue Auguste Lumière.

R.C.S. Luxembourg B 109.947.

—
Extrait de la décision des associés adoptée le 15 juin 2014

Conformément à la cession de parts sociales du 15 juin 2014, la société à responsabilité limitée de droit français «NEO TELECOM GROUP» avec siège social à F-75002 Paris, 1921 rue représentée par DU BOYS Florian a vendu 50 parts sociales détenues de la société à Monsieur HENRY Christophe, demeurant à F-57000 Metz; rue des Clercs 11B

Il a été décidé d'accepter et approuver le nouveau associé, HENRY Christophe et d'enregistrer la cession de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Luxembourg, le 15 juin 2014.

Pour extrait sincère et conforme

BDSTECHNO S.A.R.L.

Représenté par BARP François

Gérant & associé

Référence de publication: 2014148621/18.

(140169391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

ATMV, Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 174.551.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 25 septembre 2014

Suivant une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de associé unique du 25.09.2014 de la société ATMV S.A. il a été décidé:

Révocation de Madame Kristine Vanaga-Mihailova, comme administrateur de catégorie B avec effet du 14.05.2014;

et nomination de Monsieur Gareth Stuart Pugh, Royaume-Uni, née le 7 juin 1970 à Edinburgh, Royaume-Uni, adresse professionnelle 4, Rue Jean Engling, L-1466, Luxembourg, comme administrateur de catégorie B avec effet du 15.05.2014 jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2020.

Révocation de la Société EZD S.à r.l.; comme commissaire aux comptes avec effet du 31.12.2013;

et nomination de Madame Rachel Claire Forbes McAllister, Royaume-Uni, née le 23 avril 1991 à Dundee, Royaume-Uni, adresse professionnelle 4, Rue Jean Engling, L-1466, Luxembourg, comme commissaire aux comptes avec effet du 01.01.2014 jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2020.

Luxembourg, le 25.09.2014.

Référence de publication: 2014148590/19.

(140169928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Bonvent S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 58.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BONVENT S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014148632/12.

(140169626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Bulot S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 150.199.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'assemblée générale du 29 juillet 2014 a pris la résolution suivante:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et déclare que la société anonyme BULOT S.A. SPF, en liquidation volontaire, a définitivement cessé d'exister, même pour les besoins de la liquidation. Les livres et les documents sociaux seront conservés au dernier siège de la société pendant cinq ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014148637/13.

(140169556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Brain Fruit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46a, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.964.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Septembre 2014.

Brain Fruit S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Directeur

Référence de publication: 2014148608/14.

(140169570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Bonnier World S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 164.843.

EXTRAIT

En date du 23 septembre 2014, l'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Åsa Åhlund en tant que gérant A est acceptée avec effet au 31 août 2014;
- La démission de Johan Stensfelt en tant que gérant B est acceptée avec effet au 23 septembre 2014;
- La nomination de Gulcin Tekes, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que gérant A est acceptée avec effet au 31 août 2014, pour une durée illimitée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148607/15.

(140170051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

BB & MT SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 3, rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 63.908.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148614/10.

(140169859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Bagels, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 182.012.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance du 24 septembre 2014

Le siège social est transféré au 23 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2014148609/11.

(140169879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Beaubourg Participations, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 137.837.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 11 juillet 2014.

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014148623/16.

(140169338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Bdstechno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1950 Luxembourg, 16, rue Auguste Lumière.

R.C.S. Luxembourg B 109.947.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire de la société BDSTECHNO S.A.R.L. en date du 15 juin 2014 à 15h00

L'Assemblée dûment constituée et représentée a pris la décision suivante:

1. L'Assemblée décide d'accepter le transfert du siège social de la société BDSTECHNO S.A.R.L. de L-2132 Luxembourg; 36 Avenue Marie-Thérèse à l'adresse. L-1950 Luxembourg; 16 rue Auguste Lumière.

Luxembourg, le 15 juin 2014.

Pour extrait sincère et conforme

BDSTECHNO S.A.R.L.

Représenté par BARP François

Gérant

Référence de publication: 2014148622/17.

(140169391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Arrivalstar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 113.665.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014148576/10.

(140169780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Atreyu S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 180.759,91.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 65.724.

Les comptes au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ATREYU S.C.A.

Luca ANIASI

Gérant Associé Commandité

Référence de publication: 2014148593/12.

(140170173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

AVC Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 184.260.

Extrait de l'assemblée Générale Extraordinaire en date du 25 septembre 2014

Suivant une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de associé uniNque du 27.06.2014 de la société AVC INVESTMENTS S.A. il à été décidé:

Révocation de Madame Kristine Vanaga-Mihailova, comme administrateur de catégorie B avec effet du 14.05.2014;
et nomination de Monsieur Gareth Stuart Pugh, Royaume-Uni, née le 7 juin 1970 à Edinburgh, Royaume-Uni, adresse professionnelle 4, Rue Jean Engling, L-1466, Luxembourg, comme administrateur de catégorie B avec effet du 15.05.2014 jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2020.
Luxembourg, le 25.09.2014.

Référence de publication: 2014148596/15.

(140169843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

BCF I Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 173.513.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 11 Septembre 2014

1. Monsieur David Catala a démissionné de son mandat de gérant de classe B avec effet au 11 Septembre 2014.
2. Monsieur Tamas Mark, administrateur de sociétés, né à Budapest (Hongrie), le 8 juin 1981, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, a été nommé comme gérant de classe B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour BCF I Global S.à r.l.

Mandataire

Référence de publication: 2014148617/17.

(140169374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Lehman Brothers Helsinki Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 88.251.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of August.

Before Us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, who shall keep the original of this deed;

There appeared

Lehman Brothers UK Holdings (Delaware) Inc., a company incorporated in Delaware with registered office at 2771 Centerville Road, Wilmington, DE 19808, USA, whose Federal Tax identity no. is 22-3335453, here represented by Mrs. Sophie Henryon, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. That the appearing party is the sole shareholder of the limited liability company "Lehman Brothers Helsinki Holdings S.à r.l.", (the "Company"), with its registered office at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under registration number B 88251, incorporated pursuant to a deed of Maître André Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, on the July 12, 2002, published in the Mémorial C number 1374 on September 21, 2002.

II. The company's corporate capital is set at twenty-one million one hundred ninety-one thousand two hundred US Dollars (USD 21,191,200.-), represented by:

- one million six hundred fifty-one thousand eight hundred forty (1,651,840) ordinary shares having a par value of ten US Dollars (USD 10.-) each entirely subscribed and paid-in; and
- four hundred sixty-seven thousand two hundred eighty (467,280) preference shares having a par value of ten US Dollars (USD 10.-) each entirely subscribed and paid-in.

III. The sole shareholder decides to dissolve the Company and to commence a normal liquidation procedure as from this day.

IV. The sole shareholder, Lehman Brothers UK Holdings (Delaware) Inc., a company incorporated in Delaware with registered office at 2771 Centerville Road, Wilmington, DE 19808, USA, whose Federal Tax identity no. is 22-3335453, decides to become the liquidator of the company, with the following powers:

- The liquidator shall have the broadest powers to carry out his mandate, and in particular all the powers provided for by articles 144 and following of the law of August 10, 1915 relating to commercial companies as amended, without having to ask for authorisation of the general meeting of partners in the cases provided for by law;
- There shall be no obligation for the liquidator to draw up an inventory;
- The liquidator may make any advance payments of liquidation proceeds after having paid or set aside sufficient funds to meet creditors' actual or contingent claims;
- The liquidator may, under his own responsibility for special and determined transactions, delegate to one or several agents such powers he determines and for the period he fixes.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary, by surname, Christian name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit août.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Lehman Brothers UK Holdings (Delaware) Inc., une société constituée et opérant sous le droit du Delaware, ayant son siège social au 2771 Centerville Road, Wilmington, DE 19808, USA, immatriculée au Federal Tax identity sous le

numéro 22-3335453, ici représentée par Mme. Sophie Henryon, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Que la partie comparante est le seul associé de la société à responsabilité limitée "Lehman Brothers Helsinki Holdings S.à r.l.", (la "Société"), ayant son siège social au L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88251, constituée suivant acte reçu par Maître André Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 juillet 2002, publié au Mémorial C numéro 1374 du 21 septembre 2002.

II. Le capital social est fixé à vingt-et-un million cent quatre-vingt-onze mille deux cents dollar américain (USD 21.191.200,-), représenté par:

- un million six cent cinquante-et-un huit cent quarante (1.651.840) parts sociales ordinaires de dix dollar américain (USD 10,-) chacune entièrement souscrites et libérées, et

- quatre cent soixante-sept mille deux cent quatre-vingt (467,280) parts sociales préférentielles de dix dollar américain (USD 10,-) chacune entièrement souscrites et libérées

III. L'associé unique décide de dissoudre la Société et de commencer une liquidation selon la procédure normale à compter de ce jour.

IV. L'associé unique, Lehman Brothers UK Holdings (Delaware) Inc., une société constituée et opérant sous le droit du Delaware, ayant son siège social au 2771 Centerville Road, Wilmington, DE 19808, USA, immatriculée au Federal Tax identity sous le numéro 22-3335453, décide de devenir le liquidateur de la Société, avec les pouvoirs suivants:

- Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exécution de son mandat et en particulier tous les pouvoirs prévus par les articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans devoir requérir l'autorisation préalable de l'assemblée générale des associés;

- Le liquidateur sera dispensé de dresser un inventaire;

- Le liquidateur peut accorder des avances sur le produit de la liquidation après avoir payé ou retenu des fonds suffisants pour pourvoir aux créances actuelles ou futures;

- Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires tels pouvoirs qu'il déterminera et pour la période qu'il fixera.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henryon, Moutrier.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils le 1^{er} septembre 2014. Relation: EAC/2014/11657. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014143534/98.

(140163217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Cypress Way European Asset Investors II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 118.219.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014148007/9.

(140168987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

AC Yosh Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 188.385.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth of August,
Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the “Meeting”) of the shareholders of AC Yosh Sàrl, a société à responsabilité limitée, incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500.- having its registered office 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies’ register under number B 188.385 (the “Company”), incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 24 June 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 15 July 2014 under number 1834. The articles of association of the Company have not been amended since.

The meeting is chaired by Mr. Marc Elvinger, maître en droit, with professional address in Luxembourg (the “Chairman”).

The Chairman appoints Mr. Thomas Corre, maître en droit, with professional address in Luxembourg as secretary and scrutineer of the Meeting (the “Secretary” and the “Scrutineer”).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer will be collectively referred to as the “Board of the Meeting”.

The Board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares held by them are shown on an attendance list. This attendance list and the proxies of the represented shareholders, signed *ne varietur*, by the Board of the Meeting and the proxyholders, will remain attached to the present minutes.

II. It appears from said attendance list that all the shareholders are present or represented at the present Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda which are known to the shareholders. The shareholders declare having been informed on the agenda of the Meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities.

III. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Amendments of the articles association of the Company, especially of articles 6.2., 7.1., 8., 8.1. (ii), 8.2. (ii), 8.2. (iv), 8.2. (v), 8.3. (i), 11.2. (i), 11.2. (ii), 11.2. (vi), 11.2. (vii), 15.2., 15.3. (iii), 15.3. (v), 16.1., 16.2. and 17.4.;
2. Deletion of article 15.3. (iv) of the articles association of the Company;
3. Renumbering of article 15.3. (v) of the articles association into article 15.3. (iv); and

These facts having been exposed and recognized as true by the Meeting, the Meeting, after deliberation, unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to make a reference to a shareholder agreement which might be entered into by the shareholders and to approve the transfer of shares at a majority of at least three quarters of the share capital and thus decides to amend article 6.2., which now reads as follows:

Art. 6.2. “Subject to any contrary provision contained in the shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders of the Company, shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Shares may not be transferred to non-shareholders unless approved by a general meeting at a majority of at least three quarters of the share capital and subject to any contrary provision contained in the shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders of the Company.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.”

Second resolution

The general meeting of shareholders decides to provide that the general meeting of shareholders decides upon the number of managers to be appointed and thus decides to amend article 7.1., which now reads as follows:

Art. 7.1. “The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the number of persons appointed and the term of their office. The managers need not to be shareholders.”

Third Resolution

The general meeting of shareholders decides (i) to set up different classes of managers, divided into class A and class B managers which shall constitute the board of managers, (ii) to allow the board of managers to delegate specific matters to third parties, (iii) to increase the convening period for a board meeting from twenty-four (24) hours to fourteen (14) days, (iv) to allow one manager to represent more than one other manager in any board meeting, (v) to require the joint signature of any two (2) managers including at least one class A manager when dealing with third parties and thus decides to amend articles 8., 8.1. (ii) 8.2. (ii), 8.2. (iv), 8.2. (v) and 8.3. (i) which now read as follows:

Art. 8. “If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board). In this case the general meeting of shareholders of the Company shall decide if the managers are elected as class A or class B managers, or without distinction of classes of managers.

Up to three (3) class A managers shall be appointed out of a list of candidates proposed by Hanover Investments (Luxembourg) S.A., as shareholder of the Company and up to two (2) class B managers shall be appointed out of a list of candidates proposed by KC Esther S.à r.l., as shareholder of the Company.

The Board shall appoint the chairman of the Board from among the class A managers of the Company.”

Art. 8.1. (ii). “Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents (whether members of the Board or not) by the Board.”

Art. 8.2. (ii). “Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least fourteen (14) days in advance (unless they all have waived their right to such notice) except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.”

Art. 8.2. (iv). “A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board. One manager can represent more than one other manager at any meeting of the Board.”

Art. 8.2. (v). “The board of managers can only deliberate and act validly if the majority of the managers are present or represented. The resolutions of the board of managers are approved with the majority of the votes of the present or represented managers, unless otherwise provided for in a shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders of the Company. Minutes of meetings of the board of managers will be signed by all managers present or represented at the meeting.”

Art. 8.3. (i). “The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) managers including at least one class A manager.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders decides (i) to allow each shareholder to convene a general meeting of the shareholders, (ii) to increase the convening period for general meetings of shareholders from eight (8) days to fourteen (14) days, (iii) to pass circular resolutions if approved by the shareholders holding at least half of the share capital, (iv) to approve any amendments of the articles of association by a majority of shareholders who are representing three quarters of the share capital at least instead of an unanimous consent, and thus decides to amend articles 11.2. (i), 11.2. (ii), 11.2. (vi) and 11.2. (vii), which now read as follows:

Art. 11.2. (i). “The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or any shareholder, acting individually.”

Art. 11.2. (ii). “Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least fourteen (14) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.”

Art. 11.2. (vi). “Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital, or such higher majority, as may be provided for by the Law or in a shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders.”

Art. 11.2. (vii). “Any amendment of the Articles requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least, or such higher majority, as may be provided for by the Law or in a shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders.”

Fifth resolution

The general meeting of shareholders decides (i) to pay dividends on a pro rata basis in accordance with the number of shares held by each shareholder, unless otherwise provided for in a shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders, (ii) to amend the conditions for the distribution of interim dividend in accordance with

Luxembourg law and thus decides to delete article 15.3. (iv), to amend articles 15.2., 15.3. (iii) and 15.3. (v) and to renumber article 15.3.(v) in article 15.3.(iv), which now read as follows:

Art. 15.2. “The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions. Dividends shall be paid on a pro rata basis in accordance with the number of shares held by each shareholder, unless otherwise provided for in a shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders.”

Art. 15.3. (iii). “the decision to distribute interim dividends must be taken by a resolution of the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts; and”

Art. 15.3. (iv). “where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the excess is considered as advance payment on the following dividend payment in accordance with the Law and the shareholders must refund the excess to the Company if the Company ultimately does not have enough distributable funds.”

Sixth resolution

The general meeting of shareholders decides (i) to provide that the Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted at a majority of shareholders who are representing three quarters of the share capital at least instead of an unanimous consent, (ii) to make a reference to a shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders of the Company and thus decides to amend the first paragraph of article 16.1. and article 16.2., which now read as follows:

Art. 16.1. “The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least, unless a higher majority is otherwise provided for in a shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders. (...)”

Art. 16.2. “The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them, subject to any provision of the shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders of the Company.”

Seventh resolution

The general meeting of shareholders decides to make a reference to a shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders of the Company and thus decides to amend article 17.4., which now reads as follows:

Art. 17.4. “All matters not expressly governed by the Articles and the shareholders’ agreement which might be entered into between the shareholders of the Company are determined in accordance with the Law.”

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about EUR 1,200.-.

There being no further business to discuss, the meeting is closed.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to persons appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille quatorze, le dix-huit août.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx notaire résidant à Luxembourg.

a été tenue

une assemblée générale extraordinaire (l’«Assemblée») des associés de AC Yosh Sàrl une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 12.000.-, ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.385 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 24 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 15 juillet 2014 sous le numéro 1834. Les statuts de la Société n’ont pas été modifiés depuis.

L’assemblée est présidée par Mr. Marc Elvinger, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (le «Président»).

Le Président nomme Mr. Thomas Corre, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, comme secrétaire et scrutateur de l'assemblée (le «Secrétaire» et le «Scrutateur»).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur seront collectivement appelé le «Bureau».

Le Bureau ayant été constitué, le Président a déclaré et a requis le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre de parts détenues par eux sont répertoriés sur la liste de présence. Cette liste de présence et les procurations des associés représentés, signées ne varietur, par le Bureau et les mandataires, resteront jointes à ce procès-verbal.

II. Il apparaît selon la liste de présence que tous les associés de la société sont présents ou représentés à l'Assemblée, afin que l'Assemblée puisse valablement décider de tous les points de l'ordre du jour connus des actionnaires. Les associés déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'Assemblée au préalable et ont renoncé à toutes exigences de convocation et formalités.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Agenda

1. Modification des statuts de la Société, particulièrement des articles 6.2., 7.1., 8., 8.1. (ii), 8.2. (ii), 8.2. (iv), 8.2. (v), 8.3. (i), 11.2. (i), 11.2. (ii), 11.2. (vi), 11.2. (vii), 15.2., 15.3. (iii), 15.3. (v), 16.1., 16.2. et 17.4.;
2. Suppression de l'article 15.3. (iv) des statuts de la Société;
3. Renumerotation de l'article 15.3. (v) des statuts en article 15.3. (iv); et

Ces faits ayant été exposés et reconnus vrais par l'Assemblée, l'Assemblée, après délibération, a unanimement pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés décide de faire référence à un pacte d'associés qui pourra être conclu par les associés et d'approuver le transfert de parts à une majorité d'au moins trois quarts du capital social et décide ainsi de la modification de l'article 6.2., qui dispose désormais comme suit:

Art. 6.2. «Sous réserve de toute disposition contraire du pacte d'associés pouvant être prise entre les associés et la Société, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à des tiers sans l'accord des associés, représentant au moins trois quarts du capital social, donné lors d'une assemblée générale et sous réserve de toute disposition contraire du pacte d'associés qui peut être prise entre les associés et la Société.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la Loi s'appliqueront.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés décide qu'est du ressort de l'assemblée générale des associés la détermination du nombre de gérants devant être désignés dans le conseil de gérance et décide ainsi de la modification de l'article 7.1, qui dispose désormais comme suit:

Art. 7.1. «La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une décision des associés, qui fixe le nombre de gérants nommés ainsi que la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.»

Troisième résolution

L'assemblée générale des associés décide (i) de la mise en place de différentes classes de gérants, divisés en gérants de classe A et de classe B, qui constituent le conseil de gérance, (ii) de l'autorisation du conseil de gérance de déléguer à des agents tiers certaines tâches spécifiques, (iii) de l'augmentation du délai de convocation à un conseil de gérance de vingt-quatre (24) heures à quatorze (14) jours, (iv) de l'autorisation pour un seul gérant de représenter plus qu'un seul autre gérant lors d'une réunion du conseil de gérance, (v) de requérir la signature obligatoire conjointe de deux (2) gérants, dont au moins un de classe A, pour s'engager avec des tiers, et décide ainsi de la modification des articles 8., 8.1. (ii) 8.2. (ii), 8.2. (iv), 8.2. (v) et 8.3. (i) qui disposent désormais comme suit:

Art. 8. «Lorsque plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil). Dans ce cas, l'assemblée générale des associés de la Société décide si les gérants sont élus gérants de classe A, de classe B ou gérants sans distinction de classe.

Jusque trois (3) gérants de classe A devront être désignés à partir d'une liste de candidats proposée par Hanover Investments (Luxembourg) S.A., en tant qu'associé de la Société, et jusque deux (2) gérants de classe B devront être désignés à partir d'une liste de candidats proposée par KC Esther S.à r.l., en tant qu'associé de la Société.

Le Conseil devra élire le président du Conseil entre les gérants de classe A de la Société.»

Art. 8.1. (ii). «Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués pour des tâches spécifiques par le Conseil à un ou plusieurs agents, membres ou non-membres du Conseil.»

Art. 8.2. (ii). «Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins quatorze (14) jours à l'avance (sauf renonciation de tous les gérants à cette convocation), sauf en cas d'urgence, dont la nature et les circonstances sont présentées dans l'acte de convocation à ladite réunion.»

Art. 8.2. (iv). «Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin d'être représenté à toute réunion du Conseil. Un seul gérant peut représenter plusieurs gérants à toute réunion du Conseil.»

Art. 8.2. (v). «Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, sauf s'il en est prévu autrement par une disposition pouvant être prise entre les associés et la Société. Les procès-verbaux de l'assemblée du Conseil seront consignés par tous les gérants présents ou représentés lors de l'assemblée.»

Art. 8.3. (i). «La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux de ses gérants quelconques, dont un au moins est gérant de classe A.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale des associés décide (i) d'autoriser chaque associé à convoquer une assemblée générale des associés, (ii) d'augmenter le délai de préavis d'une convocation à l'assemblée générale des associés de huit (8) jours à quatorze (14) jours, (iii) d'adopter des résolutions circulaires lorsqu'elles sont approuvées par des associés représentant au moins la moitié du capital social, (iv) d'approuver toute modification des statuts par une majorité des associés représentant au moins trois quarts du capital social, et non plus par un consentement unanime, et décide ainsi de la modification des articles 11.2. (i), 11.2. (ii), 11.2. (vi) et 11.2. (vii), qui disposent désormais comme suit:

Art. 11.2. (i). «Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou de tout associé, agissant individuellement.»

Art. 11.2. (ii). «Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins quatorze (14) jours avant la date de l'assemblée, hormis en cas d'urgence, dont la nature et les circonstances sont présentées dans l'acte de convocation à ladite assemblée.»

Art. 11.2. (vi). «Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont prises valablement uniquement si elles ont été prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social, par une majorité plus élevée requise par la Loi ou par un pacte d'associés conclu entre les associés.»

Art. 11.2. (vii). «Tout changement des Statuts est subordonné à l'approbation (i) de la majorité des associés (ii) représentant au moins trois quarts du capital social, par une majorité plus élevée requise par la Loi ou par un pacte d'associés conclu entre les associés.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale des associés décide (i) de distribuer des dividendes sur une base au pro rata du nombre de parts sociales détenues par chaque associé, excepté s'il en est prévu autrement par un pacte d'associés qui peut être signé entre les associés, (ii) de modifier les conditions de distributions des acomptes sur dividendes conformément à la loi luxembourgeoise et décide ainsi de la suppression de l'article 15.3. (iv), de la modification des articles 15.2., 15.3. (iii) et 15.3. (v), et de la renumérotation de l'article 15.3. (v) en 15.3.(iv). Les articles 15.2., 15.3. (iii) et 15.3. (iv) disposent désormais comme suit:

Art. 15.2. «Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice à la distribution d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables. Les dividendes sont distribués selon une base au pro-rata du nombre de Parts Sociales détenues par chaque associé, sauf s'il en est prévu autrement par un pacte d'associés entre les associés.

Art. 15.3. (iii). «la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par une décision des associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes provisoires; et»

Art. 15.3. (iv). (anciennement article 15.3. (v)): «si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, l'excédent est considéré comme un paiement avancé de la distribution subséquente des dividendes en conformité avec la Loi. Les associés sont tenus de reverser l'excédent à la Société au cas où elle ne dispose pas de fonds distribuables suffisants à la fin de l'exercice.»

Sixième résolution

L'assemblée générale des associés décide (i) de prévoir que la Société puisse être dissoute par une résolution des associés adoptée à la majorité des associés représentant au moins trois quarts du capital social, non pas selon un consentement unanime, (ii) de faire référence au pacte d'associés pouvant être signé entre les associés de la Société et décide ainsi de la modification des articles 16.1. et 16.2., qui disposent désormais comme suit:

Art. 16.1. «La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins trois quarts du capital social, par une majorité plus élevée requise par la Loi ou par un pacte d'associés conclu entre les associés. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas à être associés, pour réaliser la liquidation, et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.»

Art. 16.2. «Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux, sous réserve des dispositions du Pacte d'Associés.»

Septième résolution

L'assemblée générale des associés décide de faire une référence au pacte d'associés pouvant être signé entre les associés de la Société et décide ainsi de la modification des articles 17.4., qui disposent désormais comme suit:

Art. 17.4. «Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts et le pacte d'associés qui peut être conclu entre les associés et la Société, il est fait référence à la Loi.»

Frais et dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ EUR 1.200.-.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président décide de lever l'assemblée.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. ELVINGER, T. CORRE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 août 2014. Relation: LAC/2014/39431. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143878/294.

(140163930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Treveria Thirty-Three S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 129.821.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 19 septembre 2014 que:

- Les démissions de Monsieur Luc GERONDAL, et de Monsieur Olivier LIEGEOIS, gérants de la Société, avec effet au 31 août 2014, ont été acceptées;

- Les personnes suivantes ont été nommées en tant que gérants, avec effet au 31 août 2014 et ce pour une durée indéterminée:

* (i) Monsieur Jérôme TIBESAR, né le 21 mars 1979 à Messancy, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg;

* (ii) Monsieur Bruno BEERNAERTS, né le 4 novembre 1963 à Ixelles, Belgique, résidant au 162, rue de Reckenthal, L-2410 Strassen;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147781/20.

(140167916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Stern Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 190.128.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the eighteenth day of August.

Before the undersigned Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of his prevented colleague Maître Carlo WERSANDT, notary, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, which will be the depositary of the deed.

THERE APPEARED:

1. M. Kim KARAPETYAN, private employee, born on January 27th, 1985 in USSR (Russia) residing at 36-117 Gilyarovskogo street, Moscow (Russia),

2. M. Evgeny SIDORIN, private employee, born on November 21st, 1985 in USSR (Russia), residing at 5-111 Ostrovityanova street, Moscow (Russia), and

3. M. Gayk MKHITARYAN, private employee, born on December 12th, 1989 in USSR (Russia), residing at 7/2 - 90-Zvenigorodskaya highway, Moscow (Russia),

All here represented by Mrs. Virginie PIERRU, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of three (3) proxies given under private seal on July 17th, 2014.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as stated here-above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Stern Partners S.à r.l." (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The Company may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

3.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

3.4 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies

and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

3.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II. Capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The issued share capital of the Company is set at EUR 13.400,- (thirteen thousand four hundred euro) to divided into:

- 12.500 (twelve thousand five hundred) Class A Shares,
- 100 (one hundred) Class B Shares,
- 100 (one hundred) Class C Shares,
- 100 (one hundred) Class D Shares,
- 100 (one hundred) Class E Shares,
- 100 (one hundred) Class F Shares,
- 100 (one hundred) Class G Shares,
- 100 (one hundred) Class H Shares,
- 100 (one hundred) Class I Shares, and
- 100 (one hundred) Class J Shares

each Share with a nominal value of EUR 1,- (one euro) and with such rights and obligations as set out in the present Articles of Incorporation.

5.2 The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

5.3 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such Class (es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class J).

5.4 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Shares (in the order provided for in article 0), such Class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class held by them and cancelled.

5.4.1 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

5.4.2 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board of Directors and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the General Meeting of Shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

5.4.3 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

Art. 6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

6.4 In case of plurality of partners, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing the entirety (100%) of the share capital of the Company.

6.5 A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

6.6 For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.7 A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2 The members of the board might be split in two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».

7.3 The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

10.2 If the general meeting of partners decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will only be bound by the joint signature of any A Manager together with any B Manager.

10.3 The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of partners

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1 The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2 Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders.

Art. 16. Distributions.

16.1 The shareholders may decide to declare and pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law, in accordance with the provisions set forth hereafter.

16.2 The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

16.3 The dividends declared may be paid in any currency selected by the manager or as the case may be the board of managers and may be paid at such places and times as may be determined by the manager or as the case may be the board of managers. The manager or as the case may be the board of managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

16.4 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

(i) an amount equal to 0.10% of the aggregate nominal value of the Class A Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class A Shares pro rata to their Class A Shares, then

- (ii) an amount equal to 0.15% of the aggregate nominal value of the Class B Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class B Shares pro rata to their Class B Shares, then
- (iii) an amount equal to 0.20% of the aggregate nominal value of the Class C Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class C Shares pro rata to their Class C Shares, then
- (iv) an amount equal to 0.25% of the aggregate nominal value of the Class D Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class D Shares pro rata to their Class D Shares, then
- (v) an amount equal to 0.30% of the aggregate nominal value of the Class E Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class E Shares pro rata to their Class E Shares, then
- (vi) an amount equal to 0.35% of the aggregate nominal value of the Class F Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class F Shares pro rata to their Class F Shares, then
- (vii) an amount equal to 0.40% of the aggregate nominal value of the Class G Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class G Shares pro rata to their Class G Shares, then
- (viii) an amount equal to 0.45% of the aggregate nominal value of the Class H Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class H Shares pro rata to their Class H Shares, then
- (ix) an amount equal to 0.50% of the aggregate nominal value of the Class I Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class I Shares pro rata to their Class I Shares, then
- (x) an amount equal to 0.55% of the aggregate nominal value of the Class J Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class J Shares pro rata to their Class J Shares, then
- (xi) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J shares, then if no Class J shares are in existence, Class I shares and in such continuation until only class A shares are in existence)

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2 After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions

VII. Definitions

Art. 18. Definitions.

Available Amount

Means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to Art. 13 of the by-laws, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles

LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

Interim Accounts

Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

Interim Account Date

Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares.

Cancellation Value Per Share	Means the amount to which a share of the class of shares repurchased and cancelled pursuant to article 5.4 shall be entitled in accordance with the Total Cancellation Amount and determined as set forth in article 5.4
Total Cancellation Amount	Means the amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of shareholders for the repurchase of a class of shares in accordance with article 5.4 of these Articles

VIII. General provision

Art. 19. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision:

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2014

Subscription - Payment:

Thereupon,

M. Kim KARAPETYAN, prenamed:	4.250 Class A shares 34 Class B shares 34 Class C shares 34 Class D shares 34 Class E shares 34 Class F shares 34 Class G shares 34 Class H shares 34 Class I shares 34 Class J shares
M. Evgeny SIDORIN, prenamed:	4.125 Class A shares 33 Class B shares 33 Class C shares 33 Class D shares 33 Class E shares 33 Class F shares 33 Class G shares 33 Class H shares 33 Class I shares 33 Class J shares
M. Gayk MKHITARYAN, prenamed:	4.125 Class A shares 33 Class B shares 33 Class C shares 33 Class D shares 33 Class E shares 33 Class F shares 33 Class G shares 33 Class H shares 33 Class I shares 33 Class J shares

The aforesaid subscribers, represented as stated here-above, declare to have subscribed to the share capital of the Company and to have fully paid-up all:

- twelve thousand and five hundred (12.500) class A shares;
- one hundred (100) class B shares;
- one hundred (100) class C shares;
- one hundred (100) class D shares;
- one hundred (100) class E shares;
- one hundred (100) class F shares;
- one hundred (100) class G shares;
- one hundred (100) class H shares;
- one hundred (100) class I shares;
- one hundred (100) class J shares

by contribution in cash so that the amount of thirteen thousand and four hundred euro (EUR 13.400,-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who states it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Resolutions of the partners:

Immediately after the incorporation of the Company, the partners, represented as aforesaid and representing the entirety of the subscribed share capital, have passed the following resolutions:

1. Are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mrs. Natalia VOLKOVA, born in Moscow (Russia) on May 22nd, 1970, professionally residing at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Mr. Anthony AGOSTINO, born in Thionville (France) on February 14th, 1983, professionally residing at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Mr. Smain BOUCHAREB, born in Mulhouse (France) on August 19, 1978, professionally residing at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

WHEREOF, The present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-huit août.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, lequel sera dépositaire de la minute.

ONT COMPARU:

1. M. Kim KARAPETYAN, employée, né en USSR (Russie) le 27 janvier 1985, demeurant au 36-117 Gilyarovskogo street, Moscou (Russie),

2. M. Evgeny SIDORIN, employée, né en USSR (Russie) le 21 novembre 1985, demeurant au 5-111 Ostrovityanova street, Moscou (Russie), et

3. M. Gayk MKHITARYAN, employée, né en USSR (Russie) le 12 décembre 1989, demeurant au 7/2 - 90- Zvenigrodska highway, Moscou (Russie),

Tous ici représenté par Madame Virginie PIERRU, employée privée, résidant à Luxembourg, en vertu de trois (3) procurations données sous seing privé en date du 17 juillet 2014

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Stern Partners S.à r.l.» (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront

ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.4 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à EUR 13.400,- (treize mille quatre cents euros) représenté par:

- 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de classe A,
- 100 (cent) parts sociales de classe B,
- 100 (cent) parts sociales de classe C,
- 100 (cent) parts sociales de classe D,
- 100 (cent) parts sociales de classe E,
- 100 (cent) parts sociales de classe F,
- 100 (cent) parts sociales de classe G,
- 100 (cent) parts sociales de classe H,
- 100 (cent) parts sociales de classe I, et
- 100 (cent) parts sociales de classe J,

sous forme nominative d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 Le capital social peut être réduit par l'annulation de parts sociales, y compris par l'annulation d'une ou de plusieurs classe(s) de parts sociales entières par voie de rachat et d'annulation de toutes les parts sociales émises dans de telle(s) classe(s). En cas de rachats ou d'annulations de classes de parts sociales, de tels rachats et annulations de parts sociales seront effectués suivant l'ordre alphabétique inversé (commençant par la classe J).

5.4 Dans le cas d'une réduction de capital social par voie de rachat et d'annulation de parts sociales (selon l'ordre défini à l'article 5.3), cette classe donne droit à ses détenteurs au prorata de leur détention dans cette classe au Montant Disponible (tel que défini dans l'article 17 des présents Statuts), avec la limitation toutefois au Montant Total d'Annulation (tel que défini dans l'Article 18 des présents Statuts) tel que déterminé par l'assemblée générale des associés, et les

détenteurs des parts sociales de la classe de parts sociales rachetée et annulée recevront de la Société un montant correspondant à la Valeur d'Annulation par Part Sociales (telle que définie dans l'Article 17 des présents Statuts) pour chacune des parts sociales de la classe pertinente annulée qu'ils détiennent.

5.4.1 La Valeur d'Annulation par Part Social sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de parts sociales émises dans la classe de parts sociales devant être rachetée et annulée.

5.4.2 Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base des Comptes Intermédiaires (tels que définis dans l'article 18 des présents Statuts). Le Montant Total d'Annulation pour chacune des classes J, I, H, G, F, E, D, C, B et A sera le Montant Disponible de la classe pertinente au moment de l'annulation de la classe en question sauf décision contraire de l'assemblée générale des associés selon les modalités prévues en matière de modification des Statuts, sous réserve toutefois que le Montant Total d'Annulation (tel que défini dans l'article 17 des présents Statuts) ne soit jamais supérieur à ce Montant Disponible.

5.4.3 A la suite du rachat et de l'annulation des parts sociales de la classe concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera exigible et payable par la Société.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

6.4 En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant la totalité (100%) du capital social.

6.5 La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

6.6 Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.7 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

7.2 Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A») et «Gérants de catégorie B».

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants

de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée Générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Sociétés sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que

(ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

Art. 16. Distributions.

16.1 Les associés peuvent décider de déclarer et de payer des dividendes intérimaires sur la base des relevés de compte préparés par le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, démontrant que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que le montant à être distribué ne peut pas excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des réserves et des bénéfices reportés distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve qui sera établi par la loi, conformément aux dispositions énoncées ci-après.

16.2 Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés conformément aux dispositions prévues ci-après. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant du compte de prime d'émission à la réserve légale.

16.3 Les dividendes déclarés pourront être payés en toute devise choisie par le gérant ou, le cas échéant, par le conseil de gérance, et pourront être payés aux lieux et heures déterminés par le gérant ou, le cas échéant, par le conseil de gérance. Le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance peut fixer souverainement le taux de change applicable pour convertir les fonds de dividendes dans la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une part sociale pendant cinq ans et non réclamé par le détenteur de cette part sociale, sera prescrit par le fait du détenteur de cette part sociale, et reviendra à la Société. Aucun intérêt ne sera versé sur les dividendes déclarés mais non réclamés qui sont détenus par la Société pour le compte des détenteurs des parts sociales.

16.4 Dans le cas d'une déclaration de dividende, un tel dividende devra être alloué et payé comme suit:

(i) un montant égal à 0,10% de la valeur nominale globale des parts sociales de classe A en circulation sera distribué (ou provisionné) également à tous les porteurs de parts sociales de classe A au prorata de leur parts sociales de classe A, ensuite

(ii) un montant égal à 0,15% de la valeur nominale globale des parts sociales de classe B émises sera distribué (ou provisionné) également à tous les détenteurs de parts sociales de classe B au prorata de leurs parts sociales de classe B, ensuite

(iii) un montant égal à 0,20% de la valeur nominale globale des parts sociales de classe C en question sera distribué (ou provisionné) également à tous les détenteurs de parts sociales de classe C au prorata de leurs parts sociales de classe C, ensuite

(iv) un montant égal à 0,25% de la valeur nominale globale des parts sociales de classe D en question sera distribué (ou provisionné) également à tous les détenteurs de parts sociales de classe D au prorata de leurs parts sociales de classe D, ensuite

(v) un montant égal à 0,30% de la valeur nominale globale des parts sociales de classe E en question sera distribué (ou provisionné) également à tous les détenteurs de parts sociales de classe E au prorata de leurs parts sociales de classe E, ensuite

(vi) un montant égal à 0,35% de la valeur nominale globale des parts sociales de classe F en question sera distribué (ou provisionné) également à tous les détenteurs de parts sociales de classe F, au prorata de leurs parts sociales de classe F, ensuite

(vii) un montant égal à 0,40% de la valeur nominale globale des parts sociales de classe G en question sera distribué (ou provisionné) également à tous les détenteurs de parts sociales de classe G, au prorata de leurs parts sociales de classe G, ensuite

(viii) un montant égal à 0,45% de la valeur nominale globale des parts sociales de classe H en question sera distribué (ou provisionné) également à tous les détenteurs de parts sociales de classe H, au prorata de leurs parts sociales de classe H, ensuite

(ix) un montant égal à 0,50% de la valeur nominale globale des parts sociales de classe I en question sera distribué (ou provisionné) également à tous les détenteurs de parts sociales de classe I au prorata de leur parts sociales de classe I, ensuite

(x) un montant égal à 0,55% de la valeur nominale globale des parts sociales de classe J en question sera distribué (ou provisionné) également à tous les détenteurs de parts sociales de classe J, au prorata de leurs parts sociales de classe J, ensuite

(xi) le solde du montant total distribué sera alloué dans son intégralité aux détenteurs de la dernière classe dans l'ordre alphabétique inverse (c.-à-premières parts sociales de classe J, puis si aucune action de classe J sont en existence, les parts sociales de classe I et dans de suite jusqu'à ce que les parts sociales de classe A sont en existence)

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémuné-

ration. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

17.2 Après règlement de toutes les dettes, charges et dépenses de liquidation, le produit net de liquidation résultant sera payé à l'ensemble des détenteurs de parts sociales en conformité et de manière à atteindre le même résultat économique que les règles prévues pour les distributions de dividendes.

VII. Définitions

Art. 18. Définitions.

Montant Disponible	<p>Signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reports) selon l'article 15 des présents Statuts augmenté de (i) toute prime d'émission librement distribuable et (ii) le cas échéant, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à la Classe de Parts Sociales à annuler mais diminué de (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toute somme à placer dans la (les) réserve(s) conformément aux obligations de la loi ou des Statuts, toujours tel qu'indiqué dans les Comptes Intermédiaires pertinents (à l'exclusion afin d'éviter tout doute, de toute double comptabilisation) de sorte que:</p> $MD = (BN + P + RC) - (L + LR)$ <p>Par lequel:</p> <p>MD = Montant Disponible BN = Bénéfices Nets (y compris les bénéfices reportés) P = toute prime d'émission librement distribuable RC = montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à la Classe de Parts Sociales à annuler P = pertes (y compris les pertes reportées) LR = toute somme à placer dans la(les) réserve(s) conformément à la loi ou aux Statuts. LD = tous les dividendes accumulés et non versés à la mesure les ont pas déjà réduit le NP.</p>
Comptes intérimaires	Signifie les comptes intermédiaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernés
Date des Comptes Intérimaires	Signifie la date n'étant pas inférieure à huit (8) jour avant la date de rachat et d'annulation de la classe de parts sociales concernée
Valeur d'Annulation par Part Social	Signifie le montant auquel une part sociale de la classe de parts sociales rachetée et annulée conformément à l'article 5.4 a droit dans le Montant Total d'Annulation et déterminé conformément à l'article 5.4
Montant Total d'Annulation	Signifie le montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale pour le rachat d'une classe de parts sociales conformément à l'article 5.4 des présents Statuts

VIII. Disposition générale

Art. 19. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire:

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2014.

Souscription - Libération:

À ce sujet:

M. Kim KARAPETYAN, prénommé:	4.250 parts sociales de classe A 34 parts sociales de classe B 34 parts sociales de classe C 34 parts sociales de classe D 34 parts sociales de classe E 34 parts sociales de classe F 34 parts sociales de classe G 34 parts sociales de classe H 34 parts sociales de classe I 34 parts sociales de classe J
M. Evgeny SIDORIN, prénommé:	4.125 parts sociales de classe A 33 parts sociales de classe B 33 parts sociales de classe C 33 parts sociales de classe D 33 parts sociales de classe E 33 parts sociales de classe F 33 parts sociales de classe G 33 parts sociales de classe H 33 parts sociales de classe I 33 parts sociales de classe J
M. Gayk MKHITARYAN, prénommé:	4.125 parts sociales de classe A 33 parts sociales de classe B 33 parts sociales de classe C 33 parts sociales de classe D 33 parts sociales de classe E 33 parts sociales de classe F 33 parts sociales de classe G 33 parts sociales de classe H 33 parts sociales de classe I 33 parts sociales de classe J

Les prédits souscripteurs, représentés comme ci-avant, déclarent avoir souscrit à l'entièreté du capital social de la Société et d'avoir entièrement libéré:

- 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de classe A,
- 100 (cent) parts sociales de classe B,
- 100 (cent) parts sociales de classe C,
- 100 (cent) parts sociales de classe D,
- 100 (cent) parts sociales de classe E,
- 100 (cent) parts sociales de classe F,
- 100 (cent) parts sociales de classe G,
- 100 (cent) parts sociales de classe H,
- 100 (cent) parts sociales de classe I, et
- 100 (cent) parts sociales de classe J,

moyennant apport en numéraire, de sorte que le montant de EUR 13.400,- (treize mille quatre cents euros) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le constate.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Décision des associés:

Et aussitôt, les associés, représentés comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Madame Natalia VOLKOVA, née à Moscou (Fédération Russe) le 22 mai 1970, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
 - Monsieur Anthony AGOSTINO, né à Thionville (France) le 14 février 1983, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
 - Monsieur Smaïn BOUCHAREB, né à Mulhouse (France) le 19 août 1978, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

2. Le siège social de la Société est établi à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. PIERRU, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 août 2014. LAC/2014/39665. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143722/726.

(140163061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

1798 Consumer Equity Long/Short Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 167.143.

In the year two thousand and fourteen, on the first day of the month of October.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of "1798 CONSUMER EQUITY LONG/SHORT FUND" (hereafter referred to as the "Company"), a société anonyme qualifiée de société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, incorporated on 23rd February 2012 by deed of notary passed before Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg. The articles of incorporation of the Company (the "Articles") were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), No 594, on 7th March 2012.

The Meeting was presided by Mr Lionel Fantauzzo, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Corinne Claassens, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Gaëlle Chéry, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the undersigned notary to state:

The Chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders represented and the numbers of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau. The said list and proxies initialled "ne varietur" by the members of the bureau will be annexed to this document, to be registered with this deed.

II.- This meeting has been convened by notices containing the agenda sent to each of the shareholders registered in the shareholders' register on 28 August 2014 and published in the Mémorial, in the Tageblatt and in the Luxemburger Wort on 28 August 2014 and 15 September 2014.

III.- The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Sole resolution

- Restatement of the Articles in order to, inter alia,

(i) reflect the relevant provisions of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and remove the French translation of the Articles; and

(ii) amend Article 3 of the Articles so as to read as follows:

"The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in any kind of permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as such law may be amended from time to time (the "Law"). The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law."

IV.- As appears from the said attendance list out of 124,231.543 shares in issue, 23,667.066 shares are present or duly represented at this Extraordinary General Meeting.

The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting has been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated above, for the 27th August 2014 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

In accordance with Article 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, the present meeting may thus deliberate validly no matter how many shares are represented.

After deliberation, the Meeting, unanimously takes the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolved to restate the Articles in order to, inter alia,

(i) reflect the relevant provisions of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and remove the French translation of the Articles; and

(ii) amend Article 3 of the Articles so as to read as follows:

"The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in any kind of permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as such law may be amended from time to time (the "Law"). The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law."

The articles will henceforth read as follows:

Art. 1. There exists a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "1798 Consumer Equity Long/Short Fund" (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation of the Company (the "Articles").

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in any kind of permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as such law may be amended from time to time (the "Law"). The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the board of directors of the Company (the "Board of Directors") may by resolution decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. For the purpose of transferring the registered office of the Company within the Grand Duchy of Luxembourg, the Board of Directors is empowered and instructed to take any requisite action, including amending these Articles, being understood that, for the avoidance of doubt, no resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles will be required.

Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum prescribed by the Law.

The holding of shares of the Company is restricted to "Well-Informed Investors" as defined by the Law.

The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid shares, as the case may be in fractions, up to 3 decimals, at any time in accordance with Article 24 hereof at the offering price without reserving to the existing shareholders any preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any director of the Company (a "Director") or to any officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty and power to accept subscriptions and receive payment for such new shares and to deliver these.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes, each distinguished by such specific features (such as, but not limited to, a specific charging structure, distribution policy or hedging policy), as the Board of Directors shall from time to time determine.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not denominated in US Dollars, be converted into US Dollars and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the classes. The Company shall prepare consolidated accounts in US Dollars.

Art. 6. Shares may only be issued in registered form. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price, as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to shareholders by bank transfer.

All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the register of shareholders without payment of any fee and no fee shall be charged by the Company for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the register of shareholders free of charge. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide such address or notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of shares shall be entered into the register of shareholders unless the shares are held through a clearing system allowing only entire shares to be handled. Fractions of shares shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his confirmation of shareholding has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate confirmation of shareholding may be issued under such conditions, as the Company may determine. At the issuance of the new confirmation of shareholding, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original confirmation of shareholding in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new confirmation of shareholding in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. The Board of Directors has the power to impose or relax such restrictions on any shares as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by or on behalf of:

- (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority, or
- (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company, the shareholders or any agent of the Company incurring any liability to taxation or suffering any other adverse disadvantage which they might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement for the Company or any agent of the Company to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, or market timing and/or late trading practices.
- (c) any person who, in the opinion of the Board of Directors, does not qualify as a Well-Informed Investor.

The Board of Directors has the power to compulsorily redeem shares in the circumstances under (a), (b) and (c) above.

The Board of Directors is also entitled to compulsorily redeem all shares of a shareholder:

- (a) where a shareholder has transferred or attempted to transfer any portion of his shares in violation of the Offering Document (as defined in Article 30 hereof) and/or of these Articles; or
- (b) where any of the representations or warranties made by a shareholder in connection with the acquisition of shares was not true when made or has ceased to be true; or
- (c) where a shareholder (i) has filed a voluntary petition in bankruptcy; (ii) has been adjudicated bankrupt or insolvent, or has had entered against it an order for relief, in any bankruptcy or insolvency proceeding; (iii) has filed a petition or

answer seeking any reorganization, arrangement, composition, readjustment, liquidation, dissolution or similar relief under any statute, law or regulation; (iv) has filed an answer or other pleading admitting or failing to contest the material allegations of a petition filed against him in any proceeding of this nature; or (v) has sought, consented to or acquiesced in the appointment of a trustee, receiver or liquidator of such shareholder or of all or any substantial part of the shareholder's properties; or

(d) where it appears to the Company that any shares in the Company are owned directly or beneficially by or being acquired for the account or benefit of, directly or indirectly, (i) any person or persons who are precluded pursuant to these Articles from holding shares in the Company, (ii) a U.S. Person, (iii) a Benefit Plan Investor, or (iv) who or which, by virtue of the holding concerned, give rise to a breach of any applicable laws or requirements in any jurisdiction or may, either alone or together with any other person(s), in the sole and conclusive opinion of the Board of Directors:

(1) prejudice the tax status or residence of the Company or the shareholders; or

(2) cause the Company or any shareholder to suffer any legal, regulatory, pecuniary, taxation or material administrative disadvantage; or

(3) cause the Company or any agent of the Company to be required to comply with any registration or filing requirements in any jurisdiction with which it would not otherwise be required to comply; or

(e) where such shares are held by/or for the account and/or on behalf of a person that does not provide the necessary information requested by the Company in order to comply with any tax accounting, withholding and reporting obligations as well as with legal and regulatory rules such as, but not limited to, FATCA (as defined in the Offering Document); or

(f) in any other circumstances in which the Board of Directors determines in its absolute discretion that such compulsory redemption would avoid material legal, pecuniary, tax, economic, proprietary, administrative or other disadvantages to the Company.

Any compulsorily redemption of shares held by such shareholder shall be made in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder bearing such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the confirmation of shareholding representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held by him shall be cancelled;

(2) the price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be an amount equal to the Dealing Price (as defined in Article 23 hereof) of shares of the relevant class, determined in accordance with Article 23 hereof, less any redemption or other charge payable in respect thereof;

(3) payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the confirmation of shareholding representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest);

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Board of Directors is also entitled to decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the terms "U.S. Person" and "Benefit Plan Investor" shall have the same meanings as in the Offering Document.

In addition to the foregoing, the Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as a Well-Informed Investor. If it appears at any time that a holder of shares is not a Well-Informed Investor, the Board of Directors will (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as a Well-Informed Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as a Well-Informed Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish his status as a Well-Informed Investor or has failed to notify the Company of his loss of such status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the notice of meeting, on the third Friday in June at 11.30 CET in each year. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

If permitted by and on the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

Other general meetings of shareholders or class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such class. Two or several classes may be treated as one single class if such classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant classes.

Art. 11. The quorum and time limits required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each entire share of whatever class and regardless of the net asset value per share within the class is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by e-mail or by telefax message. Such proxy shall be deemed valid for any reconvened meeting, provided that it is not revoked. A shareholder may also participate at any meeting of shareholders by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such shareholder. Such means must allow the shareholder to participate effectively at such meeting of shareholders and in such case will be considered as present for the quorum and majority determination. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously.

Except as otherwise required by law or by Article 29 hereof, resolutions at a general meeting of shareholders or at a class meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote, have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Shareholders may also vote by means of a dated and duly completed form which must include the information as set out herein. The Board of Directors may in its absolute discretion indicate in the convening notice that the form must include information in addition to the following information: the name of the Company, the name of the shareholder as it appears in the register of shareholders; the place, date and time of the meeting; the agenda of the meeting; an indication as to how the shareholder has voted.

In order for the votes expressed by such form to be taken into consideration for the determination of the quorum and majority, the form must be received by the Company or its appointed agent at least three bank business day in Luxembourg before the meeting or any other period as may be indicated in the convening notice by the Board of Directors.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda, sent in accordance with Luxembourg law.

If all shareholders are present or duly represented at a general meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, a general meeting may be held without prior notice.

Art. 13. The Company shall be managed by its Board of Directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company. The Board of Directors shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the Board of Directors, but in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint any person as chairman pro tempore by the majority of the votes cast or of the Directors present at any such meeting respectively.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing, by e-mail or by telefax or similar means of communication of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by e-mail or by telefax or similar means of communication another Director as his proxy. One Director may represent one or more Directors. Any Director may also participate at any meeting of the Board of Directors by videoconference or any other means of communication permitting the identification of such Director. Such means must allow the Directors to participate effectively at such meeting of the Board of Directors. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing, by e-mail or by telefax.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least two Directors are present and only if at least a majority of the Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a written consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The Board of Directors from time to time may appoint officers and agents of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers or agents considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers and/or agents need not be Directors or shareholders of the Company.

The Board of Directors may also appoint an alternative investment fund manager ("AIFM") within the meaning of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as such law may be amended from time to time (the "AIFM Law"). In this case, the appointed AIFM will have the powers and authorisations prescribed by the AIFM Law and the agreement entered into between the AIFM and the Company.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors. The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by a chairman pro tempore who presided such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board of Directors is vested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policies for the investments of the Company, the currency denomination of each class and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part or all of the assets of any class of shares will be co-managed among themselves.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a material interest in, or is a director, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall declare such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board of Directors relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Lombard Odier Group or any affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at his request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor or from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Law and the AIFM Law and serve until its successor is elected.

Art. 21. As is more especially prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by the Law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company provided that in the case of a request for redemption of part of his shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of shares of any one class with an aggregate net asset value of less than the minimum as the Board of Directors may determine from time to time and disclose in the Offering Document, redeem all the remaining shares held by such shareholder.

The Company may limit the total number of shares of any one class which may be redeemed on a Valuation Day (as defined in Article 22 hereof) to a number of shares which, when multiplied by the available net asset value per share of the class, correspond to a percentage of the net assets of such class, as disclosed in the Offering Document.

The relevant shares shall be redeemed at the Dealing Price per share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any charge (including but not limited to dilution levy), as may be decided from time to time by the Board of Directors.

The redemption price shall be paid within such time, as shall be determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document following the date on which the applicable Dealing Price was determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the class of shares being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Payment of redemption proceeds may be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Company's control which make it impossible to transfer the redemption proceeds to the country where the redemption was requested.

The Board of Directors may also determine the notice period required for lodging any redemption request of any specific class or classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the Offering Document relating to the sale of such shares.

Any such request must be filed or confirmed by such shareholder in written form at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares. The confirmation of shareholding for such shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder requesting redemption of any of his shares (but subject to the consent of the shareholder) in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of the relevant class equal in value (calculated in the manner described in Article 23 hereof) to the value of the holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant class and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Company's "réviseur d'entreprises agréé", to the extent necessary by legal or regulatory requirements.

Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

To the extent provided in the Offering Document and decided from time to time by the Board of Directors, any shareholder may request conversion of the whole or part of his shares into shares of another class based on a conversion formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the Offering Document.

Art. 22. The net asset value and the offering and redemption prices of shares shall be determined as to the shares of each class by the Company from time to time, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time of determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day"), at least once a year at such date to be determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document. Unless otherwise provided for in the Offering Document, information regarding the valuations and calculations will be available at the registered office of the Company or its AIFM.

The Board of Directors may suspend the determination of the net asset value and the issue, conversion and redemption of the shares in the following circumstances:

(a) during any period when dealing the units/shares of any underlying undertaking for collective investment in which the Company may be invested is restricted or suspended;

(b) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the investments of the Company for the time being are quoted, is closed, other than for legal holidays, or during which dealings are substantially restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company;

(c) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency, in the opinion of the Board of Directors, or when, as a result of political, economic, military, terrorist or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Company, disposal of the underlying assets of the Company is not reasonably practicable without being seriously detrimental to shareholders' interests or if, in the opinion of the Board of Directors, a fair price cannot be calculated for those assets;

(d) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments or the current price or value on any market or stock exchange;

(e) if the Company is being or may be wound up, liquidated or merged, from the date on which the Board of Directors has decided or notice is given of a general meeting of shareholders at which a resolution to wind up, liquidate or merge the Company is to be proposed;

(f) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained (including the suspension of the determination of the net asset value of an underlying undertaking for collective investment);

(g) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

(h) if in the opinion of the Board of Directors, the effect of redemptions would be to seriously impair the Company's ability to operate or to jeopardise its tax status;

(i) if in the opinion of the Board of Directors, redemptions cannot be effected or would otherwise be impracticable or be materially prejudicial to the remaining shareholders;

(j) if the determination of the net asset value of an underlying fund is suspended;

(k) if the issue and/or redemption and/or conversion of units of an underlying fund is suspended;

(l) any other circumstances where a failure to do so might result in the Company or the shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Company or the shareholders might not otherwise have suffered;

(m) during any period when the net asset value of any subsidiary of the Company may not be determined accurately; or

(n) any other circumstances beyond the control of the Board of Directors.

The Board of Directors may, in any of the cases listed above, suspend the issue and/or redemption and/or conversion of shares without suspending the determination of the net asset value.

Any such suspension shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption as specified in Article 21 hereof.

In addition the Board of Directors has the right to suspend the determination of the net asset value of the Company for the period determined in the Offering Document without the requirement to give notice to shareholders when, in its opinion, a significant proportion (to be determined by the Board of Directors) of the assets of the Company cannot be valued on an equitable basis and such difficulty is expected by the Board of Directors to be overcome within that period. The Board of Directors will take all reasonable steps to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Art. 23. The net asset value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed in US Dollars or in the relevant currency of the class concerned as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class less its liabilities attributable to such class, by the number of shares of the relevant class outstanding.

The dealing price of a share of each class (the "Dealing Price") shall be expressed in the currency of expression of the relevant class or in such other currency as the Board of Directors shall in exceptional circumstances temporarily determine, as a per share figure and shall be based on the net asset value of that class, determined on or as of the Valuation Day on or prior to which the subscription was received by the Company by a time specified in the Offering Document from time to time, adjusted to reflect any dealing charges (including but not limited to dilution levy) or fiscal charges which the Board of Directors feels it is appropriate to take into account in respect of that class, divided by the number of shares of that class then in issue or deemed to be in issue and by rounding the total to the third decimal or such other figure as the Board of Directors may determine from time to time.

The valuation of the net asset value of the shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

(i) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

(ii) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(iii) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, units/shares in undertakings for collective investment, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

(iv) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights or by similar practices);

(v) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

(vi) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off;

(vii) property investments or property rights registered in the name of the Company or the Company's wholly owned subsidiaries;

(viii) shareholdings in convertible and other debt securities of real estate companies; and

(ix) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate to reflect the true value thereof;

(b) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis;

(c) the value of securities which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange (including quoted securities of closed-ended undertakings for collective investment) shall be based on the latest available closing price or, if not available, or otherwise inaccurate, as quoted by an independent broker-dealer, and each security traded on any other regulated market, shall be valued in a manner as similar as possible to that provided in relation to quoted securities;

(d) for non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market (including non-quoted securities of closed-ended undertakings for collective investment), as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is readily available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the Board of Directors, not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the Board of Directors on the basis of foreseeable sales prices;

(e) securities issued by any open-ended undertakings for collective investment shall be valued at their last available net asset value or price, as reported or provided by such funds or their agents;

(f) the liquidation value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other organised markets shall mean their net liquidation value determined, pursuant to the policies established or approved by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidation value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or other organised markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and organised markets on which the particular contracts are traded on behalf of the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which the net asset value is being determined, the basis for determining the liquidation value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable; and

(g) all other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

Hard to value assets will be valued in accordance with the provisions of this Article.

The Board of Directors may, in its absolute discretion, use different valuation methods than those set out above. In any case, the valuation methods will be disclosed in the Offering Document.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(i) all loans, bills and accounts payable;

(ii) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fee, performance or management fee, custodian fee and corporate agents' fees);

(iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(iv) an appropriate provision for future taxes based on capital and income on the Valuation Day, as determined from time to time by the Board of Directors, and other provisions if any authorised and approved by the Board of Directors covering among others liquidation expenses; and

(v) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising, but not limited to, formation expenses, the remuneration and expenses of its Directors and officers, including their insurance cover, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its service providers and officers, accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees and expenses incurred in connection with the listing of the shares of the Company on any stock exchange or to obtain a quotation or another regulated market, fees for legal and tax advisers in Luxembourg and abroad, fees for auditing services, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, distributing and printing of the prospectuses, notices, rating agencies, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports taxes or governmental charges, shareholders servicing fees and distribution fees payable to distributors of shares in the Company, currency conversion costs, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There may be held on behalf of one specific share class or several specific share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all share classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such share class or classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share classes which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the net asset value of the common portfolio to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;

3) if in respect of one share class the Company acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific share class or classes.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 21 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency of denomination in which the net asset value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of the relevant class of shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable;

(d) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to shareholders, expenses of publishing the offering prices and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

E. In the event that the Company participates in New Issues (as defined in Rule 5130 of the rules of the U.S. Financial Industry Regulatory Authority as such rule may be amended or replaced from time to time), the Board of Directors may take any and all action necessary to ensure compliance by the Company with the FINRA Rules as and when applicable.

Art. 24. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold (the "offering price"), shall be determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document together with any applicable sales commission (including but not limited to dilution levy). The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document. The offering price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report of the Company's "réviseur d'entreprises agréé", to the extent necessary by legal or regulatory requirements, confirming the value of any assets contributed in specie, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment rules of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in specie shall be paid in accordance with the provisions set forth in the Offering Document.

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the 1 January of each year and terminate on the 31 December of the same year. The accounts of the Company shall be prepared in accordance with Luxembourg GAAP and such other permitted accounting standards the Board of Directors considers to be the most appropriate for the Company, as described in the audited financial statements.

Art. 26. Where there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into US Dollars and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 27. Class meetings shall, upon the proposal of the Board of Directors and within the limits provided by law in respect of each class of shares, determine how the annual net results shall be disposed of.

Dividends may, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Interim dividends may be paid out on the shares of any class of shares out of the income attributable to the portfolio of assets relating to the relevant class, upon decision of the Board of Directors.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant class of shares is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the Board of Directors and may be paid at such places

and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this Article with respect to distribution shares and no dividends will be declared and paid with respect to accumulation shares.

Art. 28. In the event of a liquidation of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders resolving to liquidate the Company and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion of their holding of shares in such class.

Otherwise, any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto at the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law.

A class may be dissolved by resolution of the Board of Directors if its net asset value is below such amount as determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document from time to time, or in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a class should be terminated. In such event, the assets of the class shall be realised, the liabilities discharged and the net proceeds of realisation distributed to shareholders in the proportion to their holding of shares in that class. In such event, notice of the termination of the class will be given in writing to registered shareholders. No shares shall be issued after the date of the decision to liquidate the class. The Board of Directors, however, will not be precluded from redeeming or, if permitted, converting all or part of the shares of shareholders, at their request, at the applicable net asset value (taking into account actual realisation prices of investments as well as realisation expenses in connection with such dissolution), as from the date on which the resolution to dissolve the class has been taken until its effectiveness, provided that such redemption or conversion does not affect the equal treatment among shareholders. Any amounts not claimed by a shareholder at the close of liquidation of the class will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of their beneficiaries.

A class may merge with one or more classes by resolution of the Board of Directors if the net asset value of a class is below such amount as determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document from time to time or in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of the shareholders, that a class should be merged. In such events, notice of the merger will be given in writing to registered shareholders. Each shareholder of the relevant class shall be given the option, within a period to be determined by the Board of Directors, but not being less than one month, unless otherwise authorised by the regulatory authorities and specified in said notice, to request free of any redemption charge the redemption of its shares. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

If the Board of Directors determines that it is in the interests of the shareholders of the relevant class or that a change in the economic or political situation relating to the class concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one class, by means of a division into two or more classes, may take place. This decision will be notified to shareholders as required. The notification will also contain information about the two or more new classes. The notification will be made at least one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption of their shares, free of charge, before the operation involving the division into two or more classes becomes effective. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

Art. 29. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject further to the said quorum and majority requirements in respect of such relevant class.

Art. 30. In accordance with the requirements of the Law, the Company shall establish an offering document comprising information for investors on the investment proposed to them, which may be supplemented by subscription agreements or other contractual arrangements made between the Company and the investors (the "Offering Document").

All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law, the law of 10 August 1915 on commercial companies, as such law may be amended from time to time, the Offering Document and to the extent applicable, the AIFM Law.

Art. 31. To the extent the Offering Document does not include the information to be provided or communicated to investors and shareholders pursuant to the AIFM Law, the Offering Document will indicate how and/or where such information is made available to investors and shareholders.

Art. 32. Any investor or shareholder may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the reduction or waiver of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to shareholders), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's or its AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the investor(s) or shareholder(s), (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment is not necessarily assorted with the so-called "most favoured nation" clause in favour of all investors and shareholders, meaning that, unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more investors and/or shareholders have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other investor or shareholder to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this investor or shareholder, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this investor or shareholder are identical to any of the investors and/or shareholders to whom this Preferential Treatment has been granted.

Whenever an investor or shareholder obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of investors or shareholders who obtain such Preferential Treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors and shareholders in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 35 hereof; it being understood that availability or disclosure of any such information may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 33. The Company shall enter into a depositary agreement with an entity, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws, the Law and the AIFM Law (the "Depositary").

In case of withdrawal of the Depositary, whether voluntarily or not, the Depositary will remain in function until the appointment which must happen within two months of another eligible entity. The Depositary may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of article 19(11) of the AIFM Law, these Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in article 19(14) of the AIFM Law. The Company hereby allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law.

Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors and shareholders in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 35 hereof; it being understood that availability or disclosure of any such information may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 34. To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, the Company hereby agrees upon the transfer of any assets of the Company to, and reuse by, any third party, including the Depositary and any prime broker appointed from time to time.

Art. 35. Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the investors and shareholders shall be validly disclosed or made available to any of the concerned investors and/or shareholders in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Offering Document, (ii) a subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) a contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) a letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) a publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, its AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) the internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Offering Document or at the Company's or its AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to the internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to the internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Offering Document or at the Company's or its AIFM's registered office.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned Notary, who understands and speaks English, states that, at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English only.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day aforementioned.

And after reading of these minutes, the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: L. FANTAUZZO, C. CLAASSENS, G. CHÉRY et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 octobre 2014. Relation: LAC/2014/47613. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161130/762.

(140183432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

International Campus Hannover S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.223.

Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 16 mai 2014

Le siège a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec effet au 1^{er} juin 2014.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Valérie PECHON et de M. Roeland DE GRAAF, gérants de classe B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de M. Rolf ENGEL, gérant de classe A, se situe désormais au Bahnhofstrasse 37, CH-8001 Zürich (Suisse).

Luxembourg, le 12 Septembre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour International Campus Hannover S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014148880/18.

(140170102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Nettoyage de Vitres Eko S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3712 Rumelange, 60, rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 180.180.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014147598/10.

(140168366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Ecoconcept Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9637 Bockholz, 1A, Am Duerf.

R.C.S. Luxembourg B 169.518.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014147612/10.

(140168111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

SOLREI the rings s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 15, Gruuss Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 124.165.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Solrei The Rings S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2014147755/13.

(140168079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Weser Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 123.618.

Aucun des associés n'ayant été présent ou représenté lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 octobre 2014 conformément à l'Article 20, (d) des statuts de la Société, les Associés sont convoqués à une

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 novembre 2014 à 9.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Présentation des comptes annuels clos au 31 décembre 2009, 31 décembre 2010, 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012, ainsi que des rapports de gestion et rapports du réviseur le cas échéant;
3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats;
4. Décharge aux organes statutaires de la société;
5. Décision sur la proposition de voter la dissolution anticipée de la société sur base de l'Article 100 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Divers.

Le Conseil de Gérance.

Référence de publication: 2014157728/21.

Portman Square Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 166.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014147624/9.

(140168230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place François-Joseph Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 10.700.

La liste de signatures autorisées a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014148252/11.

(140168897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

45 Orfeo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 8, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 77.018.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 1^{er} septembre 2014

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 8, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour copie conforme
R. MANCIOCCHI / PICCHI
Administrateur B / Administrateur A

Référence de publication: 2014147872/13.

(140167927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Elbe Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.
R.C.S. Luxembourg B 123.616.

Aucun des associés n'ayant été présent ou représenté lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 octobre 2014, conformément à l'Article 20, (d) des statuts de la Société, les Associés sont convoqués à une

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 novembre 2014 à 9.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. 1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. 2. Présentation des comptes annuels clos au 31 décembre 2009, 31 décembre 2010, 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012, ainsi que des rapports de gestion et rapports du réviseur le cas échéant;
3. 3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats;
4. 4. Décharge aux organes statutaires de la société;
5. 5. Décision sur la proposition de voter la dissolution anticipée de la société sur base de l'Article 100 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. 6. Divers.

Le Conseil de Gérance.

Référence de publication: 2014157729/21.

Sequoia S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 171.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 24 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148408/10.

(140169128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Y. Vyncke & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 113.432.

Décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire de Y. VYNCKE & Cie tenue au siège social le 23 septembre 2014 à 10.00 heures

Une assemblée Générale extraordinaire s'est tenue en date du 23 septembre 2014 au siège social de la société afin de prendre plusieurs décisions.

Conformément à la loi en vigueur au Luxembourg, certaines décisions doivent être déposées auprès du Registre du Commerce et des Sociétés.

Les résolutions à déposer sont les suivantes:

- La gérante, Madame Yvona Simona VYNCKE, a démissionné de ses fonctions de gérant et d'associée commanditée. Il y a donc lieu de la radier.

- Madame Ann Landuyt, demeurant Voetweg 2, B-8377 Houthave a été nommée associée commanditée et gérant pour une durée indéterminée.

Christina Moreau / Johan Landuyt

Secrétaire / Président

Référence de publication: 2014148487/19.

(140168660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Ecoprompt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 67.590.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra de façon extraordinaire le mercredi 5 novembre 2014 à 11.00 heures au 3, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Révocation et remplacement du commissaire aux comptes;
2. Constatation et approbation du report de la date de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant pour objet d'approuver les comptes annuels des exercices clôturés au 31 décembre 2013 et 2012.
3. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que des rapports de contrôle du Commissaire relatifs aux exercices clôturés au 31 décembre 2013 et 2012.
4. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 et 2012; affectation des résultats.
5. Décharge aux Administrateurs et aux Commissaires pour l'exercice de leur mandat durant les exercices clôturés au 31 décembre 2013 et 2012.
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi coordonnée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014160606/506/23.
